

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Role-pathetique-du-Mexique-et-de-l-Union-europeenne-dans-la-resolution-contre-Cuba>

Rôle « pathétique » du Mexique et de l'Union européenne dans la résolution contre Cuba :

- Les Cousins - Cuba -
Date de mise en ligne : vendredi 15 avril 2005

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Le chef de la diplomatie cubaine Felipe Pérez Roque a dénoncé le rôle « pathétique » de l'Union européenne (UE) dans l'adoption jeudi à Genève d'une résolution à l'initiative des États-Unis réclamant le maintien de la surveillance des libertés fondamentales dans l'île communiste.

Agence France-Presse

La Havane, Le jeudi 14 avril 2005

« Le rôle joué par l'Union européenne est pathétique, son attitude a été servile, elle agit avec hypocrisie et son alignement sur les États-Unis contre de petits pays comme Cuba est une honte », a déclaré M. Pérez Roque à la presse.

La Commission des droits de l'homme des Nations unies (CDH) a adopté jeudi une résolution visant Cuba, présentée par Washington et épaulée pour la première fois par les pays de l'UE.

La Havane avait recommencé ces derniers mois « à croire en la possibilité que l'Union européenne articule sa propre politique, mais cela a été une illusion », a poursuivi M. Pérez Roque.

L'UE « renonce, selon nous, à ses intérêts, se soumet aux États-Unis de manière honteuse et a repris le chemin de la confrontation avec Cuba au lieu du dialogue », a estimé le chef de la diplomatie cubaine.

Il a averti que cette attitude « mettait en danger le processus de normalisation des relations et le dialogue avec Cuba ». Selon lui, La Havane analysera « avec attention » les décisions qui seront prises en juin lors du prochain Conseil européen sur les sanctions diplomatiques envers Cuba et la position commune vis-à-vis du régime castriste.

Depuis 1996, l'UE a adopté une « position commune » sur Cuba, qui lie ses relations avec l'île à l'ouverture démocratique du régime et à l'amélioration de la situation sur le plan des droits de l'homme.

L'Union européenne a suspendu fin janvier, à l'initiative du gouvernement socialiste espagnol, les sanctions diplomatiques imposées à Cuba en juin 2003 en réaction à l'arrestation en mars 2003 de 75 dissidents cubains, condamnés à de lourdes peines de prison. Bruxelles doit décider en juillet de proroger ou non ce gel des sanctions.

Devant la presse, le chef de la diplomatie cubaine s'en est pris aussi au Mexique qui a voté pour la résolution, estimant que Mexico « a rompu des engagements pris envers nous » selon lesquels il allait s'abstenir lors du vote.

Le ministre cubain a estimé que Mexico avait utilisé son vote comme « monnaie d'échange » pour obtenir le soutien de Washington à son candidat Luis Ernesto Derbez au poste de secrétaire général de l'Organisation des États américains (OEA).

Il a affirmé que Cuba « ne reconnaît aucune légalité à la résolution et ne coopèrera en aucune manière au mandat » donné par la résolution à Christine Chanet, émissaire spécial pour Cuba du Haut Commissariat aux droits de l'homme de l'ONU.

La résolution invite Mme Chanet à « faire rapport à la Commission sur la situation (des droits de l'homme) qui prévaut actuellement à Cuba » et souligne que ce dossier sera de nouveau examiné par la Commission à sa prochaine session annuelle en mars-avril 2006. Mais le texte ne demande pas aux autorités de La Havane de

Rôle « pathétique » du Mexique et de l'Union européenne dans la résolution contre Cuba :

recevoir Mme Chanet qui n'a jamais pu visiter officiellement Cuba malgré ses demandes répétées.